

Communiqué de presse 31 juillet 2026

Comptes 1^{er} semestre 2026 Groupe La Poste : De bons résultats à mettre au profit des salarié.es et des missions de services publics.

Ce matin, les comptes semestriels du Groupe étaient examinés par son Conseil d'Administration. Une trajectoire financière favorable se confirme, mais ni au profit de celles et ceux qui créent la richesse, ni au profit de l'amélioration des besoins de la population en matière de services publics.

Malgré quelques dépréciations d'entreprises du Groupe, notamment une rattachée à La Poste santé et autonomie et une major dans le e-commerce et le courrier international, le Groupe fait un chiffre d'affaires de 600 millions supérieur à celui de l'année dernière et surtout un résultat d'exploitation en hausse de 275 millions d'euros. Une dépréciation imputée à la Branche Services Courrier Colis qui ne lui permet pas de sortir bénéficiaire. D'aucun pourra toujours dire que les missions de service public notamment la distribution six jours sur sept et la presse, sont la cause de cette absence de bénéfice. L'autre dépréciation importante est imputée à GEOPOST.

La situation de la branche GEOPOST est malgré cela profitable, et ce, dans un contexte économique et international difficile, tirée par le colis. La Branche Grand Public et Numérique est stable. Enfin, la situation de la bancassurance avec La Banque Postale et la CNP Assurances en proue, montre des résultats plus que favorables en passant même d'une situation déficitaire à bénéficiaire.

Les nouvelles orientations stratégiques présentées récemment par la PDG n'augurent pas d'amélioration des missions de service publics alors que la situation financière du Groupe le permet manifestement. C'est une histoire de discours et de volonté politique. Le destin du Groupe La Poste ne peut pas et ne doit pas rester dans les mains des actionnaires.

A bon entendeur, il est répété à l'envi que le Groupe a l'envergure d'une multinationale du CAC 40. Des dires au faire, la CGT ne se satisfait pas d'une stratégie qui consisterait à accélérer les transformations et restructurations pour donner toujours plus aux actionnaires. Le service public n'est pas une marchandise et doit sortir de toute logique marchande.

Les prétextes utilisés pour prétexter les augmentations tarifaires qui auront un impact négatif sur l'utilisation des services postaux, les économies que cherchent à faire le Groupe sur le dos des postiers pendant les intempéries et les épisodes catastrophiques des incendies sur le territoire, sont contradictoires avec l'image affichée d'un Groupe bienveillant. *La croissance du Groupe repose d'ailleurs essentiellement sur les réductions de charge à mettre au regard de*

la pression intense qui s'exerce sur les conditions de travail et la dégradation de celles-ci.
Un Groupe qui, nous le voyons aujourd'hui confirmé, a les moyens d'augmenter les salaires et neutraliser toutes les absences des salarié.es sinistré.es dans les épisodes de catastrophe naturelle.

Pour la CGT FAPT, ces bons résultats devraient permettre une réelle revalorisation des salaires de l'ensemble des salarié.es du Groupe et participer à l'amélioration et au développement des missions de service public. Pour ce faire, nous ne pouvons manifestement rien attendre des décideurs d'aujourd'hui, c'est pourquoi la CGT FAPT exige que s'ouvre un grand débat national sur l'avenir du service public postal, lancera rapidement une grande consultation citoyenne sur les besoins de la population en matière de services postaux au sens large ainsi qu'une grande mobilisation des salarié.es du Groupe, notamment lors de la journée d'action et de **mobilisation du 29 septembre**.

